

JM  
N° 51/CA du Répertoire

N°2008-06/CA du Greffe

Arrêt du 03 mai 2012

**INSTANCE : ADOGBAGBE DELPHINE  
MAHOUEA**

C/

MTFP

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 31 janvier 2008, enregistrée au Greffe de la Cour le 13 février 2008 sous le n°122/ GCS, par laquelle madame ADOGBAGBE Delphine Mahouéna, Secrétaire opératrice de saisie, direction de l'observatoire de la famille, de la femme et de l'enfant au ministère de la famille et de l'enfant, 01 BP 2802 COTONOU, tél : 21316707/08 ; 95457674, a introduit un recours en régularisation de sa situation administrative ;



Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ces conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettres n°s 600/GCS du 23 octobre 2009 et 0013/GCS du 11 janvier 2010, une mise en demeure a été adressée à la requérante, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15.000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ; que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n°2004-20 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1<sup>er</sup> : « Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la cour une somme de quinze mille (15.000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai ».

Que la mise en demeure étant restée sans effet et la requérante n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de la déclarer déchue de son action de mettre les frais à sa charge.

**Par ces motifs,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Madame ADOGBAGBE Delphine Mahouéna est déchue de son action.

**Article 2** : Les dépens sont mis à la charge de la requérante.

**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative

**PRESIDENT ;**

**Victor ADOSSOU**

**Yves MEGBEMADO**

**CONSEILLERS ;**



Et prononcé à l'audience publique du jeudi trois mai deux mil douze, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Raoul Hector OUENDO,**

**AVOCAT GENERAL;**

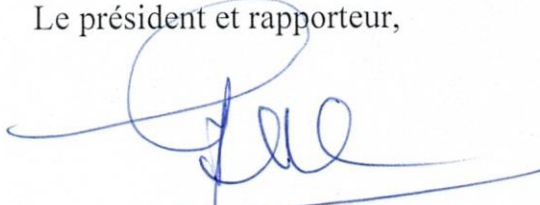
**Hortense LOGOSSOU MAHMA,**

**GREFFIER;**

Et ont signé :

Le président et rapporteur,

Le greffier,

  
Grégoire ALAYE,

  
Hortense LOGOSSOU MAHMA,

DE = 10.000 ) 12.400  
T = 2.400 )  
enregistré à Cotonou le 01/02/13  
Fo 17 Case 0707  
reçu douze mille quatre cents  
l'inspection de l'enregistrement  
Francs





Erick M. M.  
AKAKPO - DJIHOUNTRY

